

fois des loisirs dont ne jouissent pas ceux que le besoin voue à des labeurs corporels continus, des sacrifices pécuniaires qu'ils n'éprouvent pas. Tout, au contraire, s'unit pour appeler les familles opulentes à rechercher les avantages de l'instruction. Elles ont les loisirs et les ressources qui permettent de les obtenir ; elles ont des affaires dont l'importance leur en fait constamment sentir le prix, et, grâce à l'éducation longue et systématique que leurs membres peuvent recevoir, seules, elles sont initiées à la partie la plus avancée des connaissances de leur temps.

« C'est ce qu'atteste l'histoire du passé : de tout temps, la supériorité du savoir s'est fixée dans les régions sociales où ne pénétraient pas les rudes atteintes du besoin. Là s'est conservé le dépôt des connaissances acquises ; là sont nées et se sont amassées les connaissances nouvelles. Arts, lettres, sciences, tout ce qui donne aux hommes le moyen d'étendre leur domination sur la nature, y a fleuri et grandi, et à peine compterait-on une découverte de l'intelligence qui ne soit l'œuvre des classes arrivées à l'aisance, ou qui, pour se produire et fructifier, n'ait eu besoin de leur concours.

« Le rôle assigné à ces classes dans la formation de moyens de production ainsi que dans le développement de la puissance industrielle, n'a été ni moins important ni moins nécessaire. C'est grâce aux épargnes que, seules, elles étaient pleinement libres de mettre en réserve, que se sont amassés les capitaux dont l'emploi a permis aux labeurs de croître en énergie et en fécondité ; c'est grâce à l'impulsion qu'elles leur imprimèrent, que l'industrie et le commerce prirent tout l'essor dont ils étaient susceptibles. Il importe, en effet, aux diverses industries d'avoir à fournir des produits dont la bonne confection, l'élégance et le fini suscitent de la part de leurs auteurs de grands efforts d'adresse et d'invention. De ces efforts sortent des découvertes et des enseignements qui se répandent, et qui, allant porter jusque dans les branches de travail les plus vulgaires de nouveaux moyens de progrès, en accroissent sans cesse la puissance productive. Or, telle est l'influence exercée par les demandes des classes riches : ces classes recherchent les articles de consommation où l'art met sa plus haute et sa plus distincte empreinte ; la mobilité non moins que le raffinement de leurs goûts suscite et entretient l'activité créatrice de tout ce qui travaille pour elles, et par là contribue puissamment à faire avancer les diverses branches de la production.

(A continuer.)

(Du Courrier des Etats-Unis.)

La politique de l'ex-roi Louis-Philippe jugée par le prince de Joinville.—Le journal d'Alger *l'Akhar* confirme un bruit qui se répandit à Paris, un mois environ avant la révolution de février, à savoir que le prince de Joinville était envoyé par son père en exil en Algérie, à cause de son opposition trop vive au ministère de cette époque. En arrivant en Afrique, ajoute *l'Akhar*, le prince de Joinville a dit tout haut : *On nous mène à une révolution.* A l'appui de cette opinion, sur la conduite politique du prince, le journal algérien publie la lettre suivante trouvée, dit-on, le 24 février, aux Tuileries :

Le prince de Joinville au duc de Nemours.

A bord du *Souverain*, Spezzia,
7 novembre 1847.

Mon cher Tan, je t'écris un mot parce que je suis troublé par les événements que je vois s'accumuler de tous côtés. Je commence à m'alarmer sérieusement, et dans ces moments-là on aime à causer avec ceux en qui on a confiance. La mort de Bresson m'a *funesté*, et je pense qu'elle t'a produit le même effet. Je laisse de côté le triste effet produit à Naples, où les lois sur le suicide sont si sévères : ce qui me touche, c'est la recherche des causes qui ont pu amener ce malheur. Bresson n'était pas malade ; il a exécuté son plan avec le sang-froid d'un homme résolu. J'ai reçu de Naples des lettres de Montessuy et d'autres, qui ne me laissent guère de doutes. Il était ulcéré contre le roi, il avait tenu à Florence d'étranges propos sur lui. Le roi est inflexible, il n'écoute plus aucun avis, il faut que sa volonté l'emporte sur tout. On ne manquera pas de répéter, et on relèvera, ce que je regarde comme un danger, l'action que le père exerce sur tout. Cette action inflexible, lorsqu'un homme d'état compromis avec nous ne peut la vaincre, il n'a plus d'autre ressource que le suicide.

Il me paraît difficile que cette année, à la chambre, le débat ne vienne pas sur cette situation anormale qui a effacé la fiction constitutionnelle et a mis le roi en cause sur toutes les questions. Il n'y a plus de ministres, leur responsabilité est nulle, tout remonte au roi. Le roi est arrivé à cet âge où l'on n'accepte plus les observations. Il est habitué à gouverner, et il aime à montrer que c'est lui qui gouverne. Son immense expérience, son courage, ses grandes qualités, font qu'il affronte le danger audacieusement ; mais le danger n'en existe pas moins. On relèvera, je crois, cette année, cette fausse position ; on dira que le gouvernement constitutionnel est particu-

lièrement établi pour éviter cette alternative de voir le trône occupé par un homme trop jeune ou trop vieux, pour calmer ce que les souverains ont de trop ardent, ou suppléer à ce qui leur manque.

Dans le cas actuel, nous aurions besoin de deux choses qui nous manquent. Notre situation n'est pas bonne à l'état de nos finances, après dix-sept ans de paix, n'est pas brillant. A l'extérieur, où nous aurions pu chercher quelques-unes de ces satisfactions, si chères à notre pays, avec lesquelles on détourne son attention de nous plus sérieux, nous ne brillons pas non plus. L'avènement de Palmerston, en éveillant les défiances passionnées du roi, nous a fait faire la campagne espagnole, et nous a revêtus d'une déplorable réputation de mauvaise foi.

Séparés de l'Angleterre, au moment où les affaires d'Italie arrivaient, nous n'avons pu y prendre une part active qui aurait séduit notre pays, et eût été d'accord avec des principes que nous n'aurions pas dû abandonner, car c'est par eux que nous sommes. Nous n'avons pas osé nous tourner contre l'Autriche de peur de voir l'Angleterre reconstituer une sainte alliance. Nous arrivons devant les chambres avec une déplorable situation extérieure, et à l'intérieur avec une situation qui n'est pas meilleure. Tout cela est « l'œuvre du roi seul, » le résultat de la vicillesse d'un roi qui veut gouverner, mais à qui les forces manquent pour prendre une résolution virile. Le pis est que je ne vois pas de remède.

Chez nous, que dire et que faire, lorsqu'on montrera notre mauvaise situation financière ; au dehors, que faire pour relever notre position et suivre une ligne de conduite qui soit du goût de notre pays ? Ce n'est pas, certes, en faisant en Suisse une intervention austro-française, ce qui serait pour nous ce que les campagnes de 1823 ont été pour la restauration. J'avais espéré que l'Italie pourrait nous offrir ce dérivatif, ce réulsif dont nous avons tant besoin, mais il est trop tard, la bataille est perdue ! Ici nous ne pouvons rien faire sans le concours des Anglais, et chaque jour, en leur faisant gagner du terrain, nous rejetons forcément dans le camp opposé. Nous ne pouvons plus faire autre chose maintenant que de nous en aller, parce qu'en restant, nous serions forcément conduits à faire cause commune avec le parti rétrograde, ce qui serait en France d'un effet désastreux. Ces malheureux mariages espagnols, nous n'avons pas encore épuisé le réservoir d'amertumes qu'ils contiennent. Je me résume. En France, les finances délabrées ; au-dehors, placés entre une amende honorable à Palmerston, au sujet de l'Espagne, ou cause commune avec l'Au-